

de l'établissement en 1999 de l'Initiative du Bassin du Nil (IBN) qui favorise les intérêts des deux seuls signataires d'un traité datant de 1958, à savoir l'Égypte et le Soudan. Le décalage entre les mandats institutionnels n'a pas su négocier les intérêts politiques et économiques divergents des pays membres impliqués, tant et si bien que la gestion des ressources en eau dans la région des Grands Lacs reste une question controversée et source de litiges. Cette situation présente un contraste avec l'expérience sud-africaine, où l'existence de structures de fonctionnement aux niveaux de la gestion de sous-bassins, telles que celles trouvées pour le fleuve Orange/Senqu, ont favorisé l'évolution ultérieure d'une structure à l'échelle du bassin.

6.4 Forte participation du secteur privé et amélioration de l'exécution

Les BPR nécessitent une direction gouvernementale à forte poigne, en raison de la nature transfrontalière des initiatives et des investissements initiaux parfois importants. Toutefois, comme cela a été vu dans le cas du MDC, la contribution du secteur privé peut dépasser le seul rôle visant à assumer des risques financiers dans les développements de transports. Les opérateurs du secteur privé se sont engagés par contrat à exécuter une grande partie du réseau de transport en vertu d'accords de concession, apportant de précieuses compétences techniques qui ont permis de soutenir la vision stratégique des deux gouvernements. Ces contrats de concession ont conduit à l'expansion rapide des projets routiers et portuaires. En outre, l'Initiative de logistique du Corridor de Maputo (Maputo Corridor Logistics Initiative ou MCLI), dotée d'une forte représentation du secteur privé, a remplacé la société du Corridor de Maputo (Maputo Corridor Company) dirigée par un partenariat public-privé. Qui plus est, elle a contribué à s'assurer que les intérêts de ses membres soient pris en compte. La prestation de BPR peut continuer avec une participation limitée ou inexistante du secteur privé. Toutefois, dans les pays où les capacités du secteur public sont faibles, le secteur privé peut considérablement augmenter les chances d'une mise en œuvre réussie.

6.5 L'importance des structures financières et des stratégies de financement

Pour la plupart des BPR, un mélange de sources de financement publiques et privées est nécessaire. Même dans des cas où les financements privés sont viables, les opérateurs privés cherchent à obtenir un certain soutien public sous forme de subventions directes en capital ou de garanties financières. Les initiatives transfrontalières sont généralement trop importantes pour que les agents privés assument le risque financier dans sa totalité sans une certaine forme de partage des risques avec les gouvernements bénéficiaires. L'ampleur du soutien financier qu'un gouvernement devrait fournir est influencée par la taille relative des avantages publics et privés qui sont générés par le projet. Lorsque les externalités sont très importantes (telles que la prévention de la dégradation des écosystèmes), les gouvernements devraient s'impliquer directement dans la stratégie de financement, soit par des subventions directes et des incitations, soit en obtenant un financement de banques de développement régionales.

REFERENCES

- Achilari R & Weiss J (2004) *Methodological framework for economic analysis of regional projects* [Cadre méthodologique pour l'analyse économique de projets régionaux]. Daniel Esteveadorral A, Franz B & Nguyen TR (eds) *Regional public goods: from theory to practice* (Biens publics régionaux : de la théorie à la pratique) Washington DC : Banque interaméricaine de développement et Banque asiatique de développement.
- Esteveadorral A, Franz B & Nguyen TR (eds) (2004) *Regional public goods: from theory to practice* (Biens publics régionaux : de la théorie à la pratique) Washington DC : Banque interaméricaine de développement et Banque asiatique de développement.
- Rufin C (2004) *Regional public goods and infrastructure* (Biens publics régionaux et infrastructure). Daniel Esteveadorral A, Franz B & Nguyen TR (eds) *Regional public goods: from theory to practice* (Biens publics régionaux : de la théorie à la pratique) Washington DC : Banque interaméricaine de développement et Banque asiatique de développement.



Pour tout renseignement sur l'Initiative Africaine Concertée sur la Réforme Budgétaire ou pour obtenir des exemplaires de cette publication, veuillez contacter : CABRI Secretariat, National Treasury, Private Bag X115, Pretoria 0001, South Africa. Email : info@cabri-sb.org www.cabri-sb.org



Cette publication a été réalisée avec l'aimable soutien de la Banque africaine de développement (BAD). La BAD ne partage pas forcément les opinions exprimées dans cette publication. CABRI assume l'entière responsabilité du présent contenu.



Cette publication a été produite avec l'aimable assistance du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) par l'intermédiaire de Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH. La GIZ ne partage pas forcément les opinions exprimées dans cet ouvrage. CABRI assume l'entière responsabilité du présent contenu.